



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

06 septembre 2015

17 septembre : grève des enseignants du second degré contre la réforme des collèges

Effectifs et conditions de travail

Dans le second degré, mis à part l'UNSA et la CFDT, qui sont cul et chemise avec le gouvernement, toutes les autres organisations syndicales appellent à une nouvelle grève contre la réforme du collège le 17 septembre.

On attend encore les fameux 60 000 postes dans l'éducation nationale promis par le candidat Hollande. Dans le premier degré, les départements ont eu des dotations soit carrément en baisse, soit en hausse insuffisante pour absorber l'augmentation du nombre d'élève. On ne résiste pas à évoquer le tour de passe-passe concernant l'académie de Créteil, la plus déficitaire de France en matière de professeurs des écoles. Le ministère a ouvert au printemps un concours spécial pour recruter 400 enseignants de plus dans cette seule académie. Oui mais... Lorsque le concours « normal » est arrivé, on s'est aperçu qu'il offrait 500 places de moins que l'année précédente. Donc, globalement, les effectifs des classes continuent de monter. Au lieu, comme il l'avait annoncé, de rétablir la formation des stagiaires, le gouvernement les utilise comme variables d'ajustement en les mettant en poste directement (ça fait des économies). Le maintien du recrutement à bac plus cinq, décidé sous Sarkozy a en outre pour effet de changer peu à peu la sociologie des enseignants, bien plus

nombreux à être issus de milieux petits bourgeois désormais et à laisser sur le carreau de nombreux étudiants de familles ouvrières qui ont du mal financièrement à poursuivre des études au-delà de la licence.

Ensuite, c'est la dégradation continue des conditions d'étude des élèves et des conditions de travail des enseignants grâce à la réforme réactionnaire des rythmes scolaires. Selon que la commune sera puissante ou misérable, les activités périscolaires proposées seront ou pas enrichissantes. Et quand elles le sont, c'est la marque d'une volonté politique de telle ou telle commune de prendre des compétences qui appartiennent à l'école. C'est moins de piscine, moins de gymnase, moins d'activités culturelles dans les villes, puisque ces choses se font dans le cadre du périscolaire que privilégie la commune. Ensuite, la réforme a dressé un mur entre les deux types d'activité : scolaire et périscolaire, pas de lien, pas de cohérence, seulement des conflits de compétences ou de locaux... Enfin, la journée de l'enfant est loin d'avoir diminué, il est juste fatigué un peu plus tôt dans la semaine qu'avant. On sent bien que le but final est celui d'un désengagement total de l'Etat et d'une territorialisation de l'école.

L'aspect idéologique

La politique menée par la gauche ne change rien à cette affaire. Elle poursuit deux buts parallèles : limiter les possibilités d'émancipation des enfants du peuple et les formater au maximum, leur faire avaler que le capitalisme est le meilleur des mondes possible.

L'ensemble de la gauche politique n'arrête pas de nous rebattre les oreilles avec la refondation de l'Ecole, comme si quelque chose avait changé. Le principal outil de la formation de nos enfants est le socle commun, créé par Fillon en 2005, enrichi par Darcos en 2008 et sacralisé par Peillon en 2013. C'est cette même volonté de ne pas permettre aux enfants d'envisager tel ou tel savoir-faire dans sa globalité, de lui permettre de s'y exercer, mais, au contraire de les mettre dans la situation de futurs travailleurs ne maîtrisant qu'une ou deux micro-compétences. Ce socle commun, c'est l'adaptation de l'Ecole aux besoins actuels du patronat en France : des travailleurs peu ou pas qualifiés.

C'est dans les nouveaux programmes de maternelle (déjà sortis) et d'élémentaire (à venir) que l'on découvre concrètement ce que signifie la décision politique d'empêcher l'émancipation des enfants. La lecture est désormais conçue tout à fait officiellement non pas comme la compréhension d'un message écrit mais comme la traduction d'écrit en oral, quelque chose qui se parlerait. L'école a donc pour but de fabriquer des gens qui n'auront plus le goût de lire, car l'activité sera trop fastidieuse. La Bourgeoisie a toujours été réticente à mettre les

livres à portée des ouvriers, des salariés ou de leurs enfants : ils ouvrent des horizons et permettent d'aider à trouver les clés du fonctionnement du monde...

Nous avons ensuite droit à l'arrivée dans tout le parcours scolaire d'un nouvel enseignement : celui de l'éducation morale et civique. Il n'est pas difficile de comprendre ce que cela signifie : les enseignants sont conviés à « transmettre les valeurs de la République », laquelle est définie comme « laïque, démocratique et sociale » rien de moins. Ils sont enjoins à la transmission et à la neutralité : ils doivent faire avaler les valeurs du capitalisme sans esprit critique, sans même en susciter chez les élèves. A noter que la charte de la laïcité, fournie cette année avec les documents accompagnant les programmes d'EMC commence par un article 1 qui dit entre autres : « La République respecte toutes les croyances » avant de parler de combat contre, par exemple, les discriminations. Si l'on compare, l'article 1 de la loi de 1905 dit lui « La République ne reconnaît aucun culte. » **C'est assez éclairant sur la conception qu'a ce gouvernement : il met de côté la loi de 1905 et ne défend pas la laïcité, mais l'œcuménisme** ; nous passons de : « Vis ta religion dans ta sphère privée uniquement » à « Pas d'offense aux religions à l'école ». Une pierre de plus dans l'édifice idéologique d'insertion au système que bâtit le parti au pouvoir.

Des ferments de lutte

Tout cela ne paraît pas bien encourageant. Pourtant, derrière cet état des lieux se cache une volonté accrue de ne pas se laisser faire chez les enseignants. Dans le premier degré, les conditions de travail dégradées ; le salaire bloqué depuis des années et l'impression d'avoir un gouvernement qui se moque des salariés entraînent une ambiance où la colère l'emporte sur la morosité. Le lien se fait plus facilement qu'avant avec la situation économique et sociale en général, l'austérité et le pacte de responsabilité. Un peu partout des grèves ont eu lieu le jour de la rentrée pour obtenir des ouvertures de classe.

Dans les salles des profs et des maîtres, on évoque la journée du 8 octobre qui verra peut-être une grève.

Cette rentrée se place sous le signe de l'austérité et du contrôle idéologique renforcés, mais l'envie d'en découdre grandit aussi.